



Un itinéraire improbable, en dehors des chemins habituels : de jeune ouvrier agricole à jeune chercheur

Témoignage de Lhoussaine Benqasim

Témoignage préparé avec l'accompagnement de Zhour Bouzidi

Contact : lhoussain.benqasim@gmail.com

Je suis né en 1990 à Tagouzalt, localité située dans la haute Moulouya au cœur du Moyen Atlas central. La campagne relève administrativement de la commune rurale de Tighassaline, dans la province de Khénifra. J'ai grandi au sein d'une famille élargie, composée de mes grands-parents, de mes parents ainsi que de mes frères et sœurs.

Mes parents, tout comme mes grands-parents, étaient illettrés et ne s'exprimaient qu'en tamazight. Le milieu social et culturel au sein duquel s'est déroulée ma socialisation reposait essentiellement sur la transmission orale des savoirs et des connaissances. Bien que n'ayant eux-mêmes pas eu accès à l'école, mes parents accordaient une importance capitale à

l'éducation de leurs enfants, convaincus qu'elle constituait une voie privilégiée d'émancipation et d'ascension sociale.

« *Qra ḥs at issind ma zi tkkad* » (« Étudie pour que tu puisses au moins te débrouiller ») est une expression que j'entendais fréquemment durant mon enfance. La langue des miens, dominée et considérée comme illégitime, ne leur permettait pas de répondre à leurs besoins dans les institutions administratives, à l'hôpital, au tribunal, ou même simplement pour aller travailler dans les villes où la darija (dialecte marocain) était largement prédominante. C'est dans ce contexte d'exclusion linguistique, au moins, qu'ils accordaient à l'éducation une valeur stratégique.

Toutefois, en raison de leur position socio-économique précaire, ils furent contraints de nous transmettre les savoir-faire agricoles, en parallèle de notre scolarisation, nous intégrant dès le plus jeune âge aux tâches familiales et aux responsabilités productives du foyer. Les besoins de ma famille étaient couverts principalement par l'agriculture et l'élevage. Le savoir-faire agricole comprenait notamment le labour, l'irrigation, les moissons, ainsi que les opérations de battage et de vannage, etc. Il était donc transmis au sein de la famille.

Les débuts : une école, un marathon

J'ai d'abord fréquenté *lmsid*, également appelé *ljame*, l'école coranique traditionnelle, comme étape préscolaire, à l'instar de nombreux enfants de ma génération. Puis j'ai entamé mon parcours scolaire au milieu des années 1990.

L'école primaire représentait un véritable marathon quotidien. Qu'importaient les conditions climatiques, vent, pluie ou neige, je parcourais chaque jour plusieurs kilomètres entre Tagouzalt et Abdghigh, en compagnie de mes camarades, tantôt à pied, tantôt à dos d'âne. Les hivers des années 1990 et du début des années 2000 étaient particulièrement rigoureux dans ces hautes terres, rendant le trajet d'autant plus éprouvant. Durant la saison froide, il n'était pas rare que nos mains et pieds soient engourdis par le froid. Je me souviens qu'on devait apporter un morceau de bois à l'école. Comme nous ne pouvions pas le porter à la main tout au long du chemin, nous le coincions entre notre dos et le cartable. Il était tenu par les deux bretelles. Ce morceau de bois nous servait ensuite à nous réchauffer une fois arrivés à l'école, avant le début des cours.

Durant le primaire, je n'étais pas encore en mesure de participer pleinement aux travaux agricoles, mais je contribuais en assurant la garde du bétail en fonction des disponibilités de mon emploi du temps. Je consacrais la moitié de la journée à l'école et l'autre à cette responsabilité pastorale. Durant les vacances interscolaires, notamment celles d'été, cette tâche devenait quotidienne.

Collège et lycée : l'internat, entre rigueur et survie

À l'âge de douze ans, je me suis séparé de ma famille pour poursuivre ce rêve d'écolier et tenter, autant que possible, de rompre avec cette mécanique implacable de reproduction sociale. C'est un phénomène accentué en milieu rural, où l'absence d'infrastructures adéquates, l'illettrisme des parents et la précarité économique, entre autres facteurs, restreignent considérablement les perspectives d'avenir. Dans un tel contexte, le décrochage scolaire devient une fatalité, et avec lui, la reconduction quasi inévitable des activités telles que l'agriculture ou l'élevage comme unique horizon professionnel.

Obtenir de bons résultats durant le primaire m'a permis de bénéficier d'une bourse, grâce à laquelle j'ai pu intégrer l'internat de Tazizawt, situé dans le petit village d'El Kbab, à environ quarante kilomètres de Tagouzalt. Mon entrée à l'internat a constitué un tournant décisif, tant sur le plan scolaire que personnel.

Je me souviens très bien du premier jour où j'ai dû dire au revoir à ma mère ainsi qu'à mes frères et sœurs pour partir à El Kbab. C'était une journée que je n'oublierai jamais. L'internat n'étant pas encore ouvert pour accueillir les élèves, j'ai passé quelques semaines chez ma tante maternelle, que Dieu ait son âme. Je me rappelle de cette première nuit où j'ai pleuré sans arrêt.

Même après être arrivé à l'internat, je continuais à pleurer chaque fois que je me retrouvais seul, surtout durant les premiers mois, car j'avais une grande nostalgie de ma famille et de mes amis.



Photo 1. Paysage de Tagouzalt

La vie à l'internat était difficile. Chaque matin, que nous ayons cours ou non, nous devions nous lever à 7h du matin. Le petit-déjeuner se composait d'un simple verre de thé ou de café, accompagné d'une demi-baguette et d'un petit morceau de beurre ou de confiture. Après cela, ceux qui avaient cours se rendaient en classe, tandis que les autres restaient à l'extérieur

jusqu'à midi, heure du déjeuner. Une fois le repas terminé, nous ressortions encore, puis rentrions à 18h pour nous changer, prendre un goûter si nous avons quelque chose à manger, et patienter jusqu'au dîner, avant d'aller en salle d'étude pour les révisions. Le moment du goûter était marqué par une expression qui résonne encore dans nos mémoires : « *šaḥ ša* » – ce qui signifie « donne-moi un peu ».

Les élèves issus des petits villages situés autour de El Kbab avaient souvent de quoi manger dans leurs casiers. En effet, ils rentraient chez eux chaque week-end et revenaient avec des provisions, ou bien leurs parents leur rendaient visite plus régulièrement que les nôtres, qui vivaient plus loin. Ainsi, ils parvenaient plus facilement à calmer leur faim en fin d'après-midi, aux alentours de 18h, ce qui n'était pas toujours notre cas. Nous leur demandions parfois de partager un morceau de pain accompagné d'un peu d'huile d'olive, que nous savourions comme s'il s'agissait, aujourd'hui, d'un taco ou d'un hamburger.

Parmi les souvenirs que je conserve précieusement de cette période figure celui des visites de mon père. Il m'apportait du pain et d'autres provisions préparées avec soin par ma mère dans une *ṭakmmuṣṭ* (sac). Il m'arrivait souvent de découvrir, dissimulés dans un nœud de tissu avec le pain, quelques dirhams, un petit supplément que ma mère glissait discrètement en plus de ce que mon père me remettait. Lors de ses visites, mon père m'emmenait déjeuner avec lui, j'évitais ainsi le repas de déjeuner à l'internat. A l'internat, la qualité des repas était souvent médiocre, au point de provoquer des manifestations à maintes reprises. J'attendais les visites de mon père avec impatience.

En outre, un événement reste gravé dans ma mémoire, celui d'un hiver, en 2004 ou 2005, pendant les vacances semestrielles. En raison de la neige, les routes étaient coupées, et l'internat devait fermer, nous obligeant à en

sortir. Je me suis retrouvé à parcourir quarante kilomètres à pied, en plein milieu de la neige, traversant les montagnes pour rejoindre le domicile familial. Heureusement, nous étions un groupe, ce qui m'a apporté un certain réconfort. À mon arrivée, mes orteils étaient tellement engourdis que je ne les sentais plus, car la neige avait atteint mes jambes sur une grande partie du trajet.

Par rapport au travail dans les champs, mes camarades et moi étions à cette époque encore très jeunes et ne disposions de l'expérience suffisante ni de l'endurance des adultes pour accomplir un travail efficace. Le premier à nous initier au travail rémunéré fut le cousin de mon père. Conscient de notre faible productivité, il n'en manifestait pas moins une volonté sincère de nous aider à gagner un peu d'argent de poche.

Nous étions perçus comme des jeunes encore fragiles, bénéficiant du statut particulier d'écoliers (*Imdrassiyin*). Ce statut limitait considérablement nos opportunités sur le marché du travail, en comparaison avec ceux de notre âge qui avaient quitté prématurément l'école. Être scolarisé signifiait alors fragilité et improductivité aux yeux des employeurs, qui hésitaient donc à faire appel à nous comme main-d'œuvre agricole à un si jeune âge.

Progressivement, nous avons toutefois trouvé notre place sur ce marché, en formant de petits groupes de trois à quatre personnes pour travailler à la tâche, notamment durant l'été, en nous consacrant au désherbage manuel des champs de pommes de terre.

Mes parents, et plus particulièrement mon grand-père, me répétaient souvent cette expression : « *Izil bnadm adas nt yissin kull* », que l'on pourrait traduire ainsi : « Il vaut mieux savoir tout faire. » Il m'enseignait qu'il fallait poursuivre mes études, certes, mais aussi acquérir des compétences agricoles. C'était une forme de prévoyance : dans

l'éventualité où je ne réussirais pas à l'école, je disposerais au moins d'un savoir-faire utile.

Tout au long de cette période, et même au cours de mes années universitaires, j'endossais simultanément deux statuts : celui d'élève et celui d'ouvrier agricole pendant les vacances. Je suscitais donc des perceptions diverses. Certains de mes camarades de mon âge me considéraient chanceux, estimant que j'échappais au travail ardu et épuisant que constitue l'activité agricole et l'élevage de bétail. D'autres estimaient que je n'aurais pas dû consacrer mes étés au travail dans les champs, considérant que les périodes de vacances scolaires devaient être réservées aux loisirs, notamment à des séjours balnéaires, à l'écart de toute activité pénible. Les plus âgés que moi en revanche m'encourageaient et voyaient en moi un élève qui refusait la passivité et la dépendance à l'égard de ses parents, en choisissant délibérément d'agir pour assurer une part de son indépendance matérielle.

De mon point de vue, tous avaient une part de raison. Le travail agricole est, certes, une tâche pénible et accablante, mais en comparaison avec mes pairs, j'étais privilégié de pouvoir échapper à ce labeur quotidien pendant une grande partie de l'année. Toutefois, pour de nombreux jeunes, ce travail représente une voie essentielle pour se libérer de la dépendance familiale. D'un côté, grâce à cette activité, on pouvait subvenir en partie à nos besoins personnels, qu'il s'agisse d'achat de vêtements, de la fourniture d'entrée scolaire ou des frais de déplacement...etc. D'un autre côté, le travail dans les champs revêtait une dimension encore plus significative pour d'autres jeunes surtout non scolarisés : il leur permettait de soutenir financièrement leurs parents et d'alléger ainsi la lourde charge qui reposait sur leurs épaules.

Bien que ces situations aient été éprouvantes, conjuguer l'école et l'activité agricole, avec le recul, je les considère comme instructives. J'ai appris à développer l'autonomie, la discipline et l'organisation, ainsi qu'à gérer la solitude et le manque surtout durant les années à l'internat. J'y ai également découvert l'importance de la vie en groupe, de la solidarité et de la maturité. Toutes ces valeurs ont nourri mon parcours et ont façonné la personne que je suis aujourd'hui.

Université : entre débrouille et persévérance

Après avoir obtenu mon baccalauréat en sciences humaines, j'ai pris la direction de Meknès pour la première fois, dans le but de m'inscrire à la faculté des lettres et des sciences humaines, au département de sociologie. M'éloigner encore davantage de chez moi entraînait des frais supplémentaires. Afin de réduire ces charges, il était nécessaire que je trouve une colocation. Je vivais avec deux amis de ma région dans une chambre au sein d'un appartement comprenant trois chambres, chacune occupée par trois ou quatre étudiants. Même la cuisine était louée par un étudiant. Le salon servait de cuisine pour tous les locataires, avec des bouteilles de gaz et des ustensiles rangés côte à côte. Les sanitaires étaient partagés.

Pour financer mes études, en complément de la bourse étatique et de l'aide précieuse mais insuffisante de mes parents, je travaillais chaque été dans les champs, récoltant des pommes de terre et effectuant divers petits travaux agricoles. Ce travail, je le faisais comme aide familial ou comme salarié chez d'autres agriculteurs.

À l'université, je me souviens avoir travaillé à Bouderbala aux environs de Meknès, dans les champs de pommes de terre, pendant les vacances entre

les deux semestres. Une autre année, pendant la même période, j'ai travaillé dans les champs de kif à Taghzout, près de Tlat Koutama. Mon père m'encourageait toujours en me répétant souvent : « *hdem attafad mas ya tgrad* », ce qui signifie « travaille pour pouvoir financer tes études ». Cette devise résonne encore dans ma tête.

Le travail saisonnier durant les vacances d'été constituait pour moi une ressource essentielle afin de financer la rentrée scolaire, période particulièrement onéreuse pour les familles nombreuses, notamment celles dont plusieurs enfants sont scolarisés. Grâce à ce revenu, je pouvais couvrir une partie des dépenses de rentrée : l'achat de vêtements, de fournitures scolaires (livres, cahiers) ainsi que les frais d'inscription. Mes parents complétaient, dans la mesure de leurs moyens, ce que je ne parvenais pas à financer seul, notamment lorsque des dépenses imprévues survenaient, ou en m'envoyant une aide de temps en temps quelques mois après la reprise des cours, en particulier durant mes années de collège et de lycée.

À l'université, j'ai pu bénéficier d'une bourse étatique, qui représentait un appui important : elle couvrait en grande partie les frais de location et de subsistance. Le complément provenant de mon travail agricole ainsi que l'aide familiale me permettaient de joindre les deux bouts durant l'année universitaire. Par ailleurs, les épiciers nous ouvraient souvent un carnet de crédit, sur lequel ils inscrivaient nos achats de produits alimentaires. Ce crédit était ensuite réglé dès réception des bourses étudiantes. Ainsi, c'est l'articulation de trois sources de soutien, la bourse publique, le travail saisonnier, et la solidarité familiale, qui m'a permis de poursuivre mes études universitaires dans des conditions économiquement précaires mais viables.

Malgré la précarité financière de ma famille, j'ai toujours nourri une forte aspiration à poursuivre mes études, en particulier après l'obtention de ma licence. Dans mon entourage, et plus largement parmi les étudiants issus des filières de lettres et de sciences humaines, l'Education Nationale représentait l'un des débouchés les plus accessibles. Un jour, alors que je travaillais aux champs à irriguer une parcelle de pommes de terre, un ami m'a téléphoné pour m'informer que le concours pour un poste dans l'Education Nationale venait d'être lancé. Ma mère m'a rejoint peu après pour m'apporter le déjeuner, et en lui transmettant la nouvelle, elle m'a répondu : « *Tu vas te casser la tête avec les enfants, continue plutôt tes études* ». Du fait, je ne me suis jamais présenté à un concours de la fonction publique jusqu'à présent.



Photo 2. Paysage de Tagouzelt

L'encouragement de ma mère à poursuivre mon parcours académique était sincère, bien qu'il fût accompagné d'une préoccupation légitime partagée par mes parents : celle de me voir, un jour, occuper un emploi stable et pouvoir les aider en retour. Dans le monde rural dont je suis issu, la réussite sociale s'incarne presque exclusivement à travers l'intégration dans la fonction publique. Les récits de réussite qui circulaient autour de nous étaient presque toujours liés à une affectation dans l'armée, la police ou l'enseignement. Cette représentation sociale de la réussite exerçait sur mes parents une pression certaine, laquelle se traduisait pour moi par une double responsabilité : répondre à leurs attentes tout en poursuivant un chemin académique souvent perçu comme long et incertain.

Dans ce contexte, le statut de fonctionnaire « *Imuwaddaf* » est fortement valorisé. Il symbolise non seulement la stabilité économique, mais aussi la reconnaissance sociale. L'université, dans l'imaginaire des habitants, n'est pas une fin en soi ; elle n'acquiert de légitimité que si elle débouche sur un poste de fonction publique. L'expression locale « *iny țadawț i Imħzen* » illustre parfaitement cette perception, signifiant « il est affecté dans la fonction publique », et, par conséquent, bénéficie d'un salaire mensuel régulier. Sans cela, le diplômé devient parfois la cible de moqueries, résumé par des expressions locales telles que : « *ar itqra allig iwħel ieayd walu* » — « il a consacré sa vie aux études pour finir dans l'impasse ». Dans cette perspective, le temps dédié à l'étude est perçu comme un investissement vain s'il n'est pas couronné par un emploi statutaire. Dès lors, l'étudiant qui n'accède pas à cet horizon risque d'être marginalisé socialement, à moins d'avoir acquis parallèlement des compétences pratiques, notamment dans le travail agricole. C'est dans cet esprit que mon grand-père m'encourageait à apprendre les savoir-faire paysans, afin de ne pas devenir un fardeau pour ma famille, en cas d'échec du parcours scolaire.

Immigré en France : un nouveau départ et un nouveau défi

J'ai obtenu mon master en sociologie, avec une spécialisation en « développement social et intermédiation », un programme de formation novateur initié à l'Université de Meknès par le grand homme et professeur Nouredine Harrami, que son âme repose en paix, et co-dirigé avec les professeurs Khalid Mouna et Zhour Bouzidi, que je remercie chaleureusement pour leur engagement et leur dynamisme. Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à l'ensemble des enseignants du département de sociologie de Meknès pour la qualité de leur encadrement et leur disponibilité.

Cette formation a constitué une étape fondatrice de mon parcours et m'a ouvert la voie vers de nouveaux horizons académiques. J'ai ainsi poursuivi mes études en France, où j'ai préparé une thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), au sein du Laboratoire d'Anthropologie Sociale (LAS) du Collège de France, à Paris. Cette recherche doctorale a été réalisée sous la direction de Madame Tassadit Yacine, éminente anthropologue et spécialiste de l'Afrique du Nord, que je remercie profondément pour sa confiance et l'honneur qu'elle m'a fait en acceptant d'encadrer mon travail de thèse.

Ma situation sociale, qui me suit depuis le Maroc, reste inchangée, voire est plus marquée. Comme au Maroc, et même davantage, j'ai dû travailler pour financer mes études et, plus tard, aider ma famille. Durant toutes les années de mon doctorat, j'ai occupé divers petits jobs étudiants pour subvenir à mes besoins quotidiens et soutenir mes parents.

À l'issue de ce parcours, j'ai soutenu une thèse de doctorat portant sur mon groupe social d'appartenance. Cette recherche a porté sur les interactions entre le religieux et le politique, ainsi que sur les implications de ces interférences dans l'exercice du pouvoir au sein du Moyen Atlas central. Je me suis particulièrement intéressé à l'organisation sociale, aux traditions orales et aux pratiques rituelles. Dans la continuité de ce travail, je poursuis actuellement mes recherches académiques, avec l'ambition de contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques socioculturelles propres aux sociétés rurales et aux communautés marginalisées. Parallèlement, je suis en recherche active d'un poste dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, où je pourrai non seulement approfondir mes travaux, mais aussi transmettre mes connaissances à de nouvelles générations d'étudiants.

Mon parcours, loin d'être linéaire, reflète une réalité partagée par de nombreux jeunes issus du monde rural. Il est marqué par des sacrifices familiaux et des efforts personnels. Étudier lorsque l'on est éloigné de chez soi et démuné financièrement est un véritable combat. Toutefois, ce combat peut se transformer en force. Avec de la résilience, il est possible de surmonter les obstacles socio-économiques, tout en étant cette graine qui échappe à un moule. Il est possible d'emprunter des parcours professionnels enrichissants, devenant ainsi un exemple pour les générations futures. Bien que je n'en sois qu'au début, ayant récemment soutenu ma thèse, mon parcours peut néanmoins semer l'espoir chez celles et ceux qui, aujourd'hui, traversent des conditions similaires aux miennes : travailler dans les champs et faire la queue dans les Moquefs pour financer leurs études.

Mon parcours, façonné entre les marges du monde rural et le monde universitaire et académique, illustre à la fois les inégalités structurelles qui

pèsent sur les enfants d'agriculteurs et le potentiel de résilience individuelle face à ces obstacles. Travailler dans les champs pour subvenir à ses besoins tout en poursuivant des études supérieures, comme j'ai dû le faire, révèle une tension profonde entre les exigences de la survie quotidienne dans un monde agricole en crise et l'ambition d'émancipation par le savoir. Le système éducatif, encore trop peu accessible aux populations rurales défavorisées, tend à reproduire les inégalités sociales au lieu de les corriger.

Faire que d'autres jeunes puissent avoir une trajectoire comme la mienne

Pour que des trajectoires comme la mienne ne restent pas des cas isolés, mais deviennent accessibles à un plus grand nombre de jeunes du milieu rural, il est essentiel de repenser les politiques publiques en tenant compte à la fois de l'éducation, du développement rural et de la justice sociale. Cela passe par un soutien matériel, comme des bourses, des logements ou des moyens de transport adaptés. Il est aussi important de renforcer les liens entre les universités et les zones rurales, par exemple en mettant en place des programmes de tutorat sur place ou en créant des antennes universitaires locales. Une telle approche permettrait non seulement de favoriser plus de réussites individuelles, mais surtout de garantir une certaine égalité des chances pour toutes et tous.

Il convient toutefois de souligner que mon parcours a bénéficié de certains avantages liés à mon genre. D'une part, j'ai pu, dès mon jeune âge, contribuer au financement de mes études par un travail agricole, et d'autre part, j'ai été épargné des contraintes sociales auxquelles sont souvent confrontées les filles, notamment la stigmatisation liée à leur éloignement familial pour poursuivre leur scolarisation. Ces conditions, généralement

plus difficiles à réunir pour les jeunes filles rurales, soulignent l'importance cruciale du genre dans l'accès à l'éducation et aux opportunités dans le milieu rural. Consciente de ces inégalités, une initiative remarquable a vu le jour à Tighassaline avec la création de l'Association pour le Développement de Tighassaline (ASODET) en 1997. Cet établissement constitue un espace d'accueil et de soutien essentiel à de nombreuses jeunes filles rurales, dont celles de Tagouzalt, parmi lesquelles ma petite sœur, actuellement étudiante en master « Ressources géologiques et ingénierie géologique » en Espagne, ainsi que d'autres jeunes femmes désormais engagées dans l'enseignement, le secteur infirmier, etc. Cet appui a permis à ces jeunes femmes d'échapper au décrochage scolaire, une réalité encore répandue dans les zones rurales.

Pour soutenir ces trajectoires ambitieuses et les rendre envisageables aux jeunes filles issues des milieux ruraux, il est nécessaire de promouvoir des politiques éducatives inclusives, de renforcer le soutien familial et communautaire, de sensibiliser la société par rapport à l'importance de l'éducation de la fille, de rapprocher les infrastructures scolaires des bénéficiaires — écoles, collèges, lycées, universités — et de multiplier les initiatives locales d'accueil et d'accompagnement. Ce combat pour l'égalité d'accès à l'éducation représente un enjeu fondamental de justice sociale et territoriale, et constitue, de ce fait, un levier essentiel du développement social et de l'émancipation des femmes dans notre société.